

**Arrêté n°2023 DCPAT/BE-193 en date du 17 octobre 2023**

portant ouverture d'une consultation du public sur la demande d'enregistrement présentée par les CARRIERES KLEBER MOREAU pour pour une plateforme de transit et de recyclage de matériaux inertes sur la commune de Migné Auxances (86440), activité figurant à la nomenclature des Installations Classées.

Le préfet de la Vienne,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles R.512-46-1 et suivants et L.512-7-2 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** le décret du 15 janvier 2022 du Président de la République portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet de la Vienne ;

**Vu** le tableau annexé à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement, constituant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-SG-DCPAT-024 en date du 4 septembre 2023 donnant délégation de signature à Monsieur Etienne BRUN-ROVET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**Vu** la demande d'enregistrement déclarée recevable par l'Inspection des Installations Classées de la DREAL le 15 septembre 2023 et présentée par les CARRIERES KLEBER MOREAU pour une plateforme de transit et de recyclage de matériaux inertes située rue Albert Einstein sur la commune de Migné-Auxances (86440), activité figurant à la nomenclature des Installations Classées.

**Considérant** que selon les dispositions de l'article L.512-7-2 du code de l'environnement, un basculement en procédure d'autorisation environnementale n'est pas proposé à ce stade de l'instruction ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne ;

**ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er**

Une consultation du public sur les dangers ou inconvénients présentés par la réalisation du projet déposé par les CARRIERES KLEBER MOREAU pour une plateforme de transit et de recyclage de matériaux inertes située rue Albert Einstein sur la commune de Migné-Auxances (86440), soit pour

la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique, sera ouverte dans la commune pendant quatre semaines à compter du **lundi 27 novembre 2023 à 8h30**.

A l'issue de la procédure de consultation, le Préfet statuera sur la demande d'enregistrement. Toute information sur ce dossier pourra être obtenue auprès du Bureau de l'Environnement (BE) de la préfecture.

En conséquence, le dossier relatif à cette demande sera déposé à la mairie de Migné-Auxances du **lundi 27 novembre 2023 à 8h30 au vendredi 29 décembre 2023 à 17h30**.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance de ce dossier aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie et formuler leurs observations sur un registre ouvert à cet effet :

du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30.

Les observations pourront aussi être adressées au Préfet par lettre ou à l'adresse électronique suivante ([pref-enquetes-publiques@vienne.gouv.fr](mailto:pref-enquetes-publiques@vienne.gouv.fr)) avant la fin du délai de consultation du public.

La Maire de Migné-Auxances ouvrira et clôturera le registre et l'adressera au préfet qui y annexera les observations qui lui auront été adressées.

## **ARTICLE 2**

Un avis au public sera affiché ou rendu public deux semaines au moins avant le début de la consultation, par les soins des maires dans la mairie de la commune où l'installation est projetée, dans le voisinage de l'installation et dans la ou les mairie(s) des communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut-être la source et au moins celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation concernée.

Il sera justifié de cet affichage par un certificat du maire de chaque commune concernée.

L'avis sera publié sur le site internet de la Préfecture (rubriques : Actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées - industrielles) accompagné de la demande de l'exploitant mentionnée à l'article R.512-46-3 du Code de l'Environnement pendant une durée de quatre semaines.

## **ARTICLE 3**

Cette consultation sera annoncée deux semaines au moins avant son ouverture par les soins du la Préfet et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux diffusés dans le département concerné.

## **ARTICLE 4**

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la préfecture (rubriques : Actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées - industrielles) pendant une durée de quatre semaines.

## **ARTICLE 5**

Les conseils municipaux des communes concernées (Migné-Auxances, Poitiers, Biard et Vouneuil-sous-Biard) seront appelés à donner leurs avis sur le projet en cause.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés et communiqués au Préfet dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du public.

## **ARTICLE 6**

La décision d'enregistrement sera prise par le Préfet de la Vienne. L'installation peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L.521-7 ou d'un arrêté préfectoral de refus.

## **ARTICLE 7**

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Vienne, les maires de Migné-Auxances, Poitiers, Biard et Vouneuil-sous-Biard et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- aux CARRIERES KLEBER MOREAU,
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- aux maires de Migné-Auxances, Poitiers, Biard et Vouneuil-sous-Biard.

Poitiers, le 17 octobre 2023

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire général,



Etienne BRUN-ROVET